

Eduquer les filles et les femmes



Pourquoi un traitement particulier des filles et des femmes ?

Bien que l'éducation soit un droit universel, les filles et les femmes sont loin d'avoir, dans ce domaine, le statut des garçons et des hommes. Sur les 110 millions d'enfants non scolarisés dans le monde, deux sur trois sont des filles, et dans le primaire, les filles sont 42 millions de moins que les garçons. En outre, lorsqu'elles accèdent à l'éducation primaire, les filles ont beaucoup moins de chances de poursuivre leurs études jusqu'au bout. Quant aux filles qui n'ont pas eu accès, elles deviennent en grandissant ces femmes qui forment les deux tiers des 875 millions d'adultes analphabètes dans le monde.

C'est en Afrique subsaharienne, en Asie du sud, au Moyen-Orient et en Afrique du nord que se trouvent les disparités garçons-filles les plus criantes. En Asie du sud, une fillette de six ans passe généralement six années sur les bancs de l'école, mais un garçon y reste neuf. La vie à la campagne creuse cet écart : une fille des régions rurales risque trois fois plus d'abandonner ses études qu'un garçon vivant en ville.

Pourtant l'école est non seulement l'un des droits fondamentaux des filles, mais un moyen efficace d'engendrer une croissance économique plus soutenue et un mieux-être social. Les filles qui ont été scolarisées se marient plus tard, ont moins d'enfants, elles se nourrissent et s'occupent mieux d'elles-mêmes et de leur famille. Leur taux de survie est plus élevé, et leurs filles ont plus de chances d'être scolarisées. Les recherches ont démontré que les femmes ayant étudié travaillent mieux que celles qui sont restées chez elles : c'est le cas, par exemple, dans l'agriculture.

Qu'est-ce qui empêche les filles d'aller à l'école ?

Les raisons sont souvent à chercher dans la pauvreté, ou les croyances et pratiques traditionnelles. Dans certaines cultures, l'éducation des filles est considérée comme moins importante que celle des garçons ; le rôle des femmes reste lié au mariage et à la procréation, et on préfère employer les filles aux tâches ménagères et à la garde d'autres enfants plutôt que de les envoyer à l'école. Il arrive que les parents retirent leurs filles de l'école à la puberté par crainte de harcèlement sexuel de la part d'un élève ou de l'enseignant, ou d'une grossesse non désirée, ou encore à cause d'un mariage précoce. Les filles ayant dépassé l'âge scolaire se voient bien souvent refuser l'accès du système formel. Les coûts éducatifs, tels que droits de scolarité, uniformes et manuels, découragent souvent les parents de scolariser leurs filles. Une fille qui étudie au lieu de travailler constitue un manque à gagner pour certains parents.

Et lorsqu'elles sont envoyées à l'école, nombreuses sont les filles qui restent à la traîne du fait de la qualité médiocre de l'enseignement dispensé, de la discrimination dont elles sont l'objet, des stéréotypes présidant au choix des disciplines et des matériels d'enseignement, ou encore des préjugés enracinés dans les méthodes d'enseignement et les comportements des enseignants. L'endettement national, ou la faible priorité budgétaire accordée à l'éducation, ont parfois pour corollaire un nombre réduit de places dans les écoles ou des équipements insuffisants, qui sont autant de facteurs d'exclusion pour les filles.

2005 et 2015 : deux échéances

Le Forum mondial sur l'éducation s'est fixé pour objectif d'éliminer toute disparité sexuelle dans l'éducation primaire et secondaire d'ici 2005, d'instaurer l'égalité dans ce domaine d'ici 2015 et de faire en sorte que les filles ne voient plus bafoué leur droit à l'éducation. A cette

